



# ÉCLAIRAGES ET SYNTHÈSES

## LE PORTRAIT SOCIO-ÉCONOMIQUE DU BASSIN DE CANNES



### Sommaire

- p. 02 Un dynamisme démographique affaibli
- p. 03 Un tissu économique porté par les TPE  
L'emploi concurrentiel reste stable
- p. 04 Le profil des emplois du territoire
- p. 05 Trois offres d'emploi sur cinq se répartissent sur  
trois domaines professionnels
- p. 06 Une réduction du potentiel d'emploi
- p. 08 La crise sanitaire a stoppé l'amélioration de la  
situation de la demande d'emploi entamée fin 2018
- p. 09 La demande d'emploi des jeunes plus durement  
touchée par la hausse du chômage  
Le chômage de très longue durée perdure
- p. 10 Les mutations du marché du travail - Près de  
16 040 reprises d'emploi en 2019
- p. 11 Le Pacte Régional d'Investissement dans les  
Compétences 2019-2022
- p. 12 2 470 entrées en formation de demandeurs d'emploi  
en 2019 - Pôle emploi est le principal prescripteur de  
formation du bassin
- p. 13 56% des sortants de formation ont accédé à un  
emploi six mois après la fin de leur formation - Les  
AFPR permettent un meilleur accès à l'emploi
- p. 14 Les mobilités géographiques des demandeurs  
d'emploi
- p. 15 En résumé
- p. 16 Méthodologie

### L'essentiel

Le portrait socio-économique présenté dans ce support a pour objectif d'identifier les principales caractéristiques du marché du travail pour le territoire et son environnement. Il vise à mieux comprendre les enjeux en termes d'emploi et de chômage.

La crise sanitaire de la COVID-19 et le confinement associé, qui a duré du mardi 17 mars au lundi 11 mai, ont entraîné l'arrêt de nombreuses activités économiques. En termes économiques, on s'attend donc à des répercussions dans les secteurs phares du bassin.

Les chiffres clés du territoire :

- ① 175 300 habitants au 1<sup>er</sup> janvier 2017.
- ② 27 600 établissements marchands hors agriculture à fin 2017.
- ③ 52 500 salariés du secteur concurrentiel à fin 2020
- ④ 10 580 offres enregistrées dans les agences Pôle emploi du bassin entre juillet 2019 et juin 2020.
- ⑤ 8,2 % de taux de chômage au 2<sup>e</sup> trimestre 2020.
- ⑥ 22 030 demandeurs d'emploi toutes catégories au 2<sup>e</sup> trimestre 2020, dont 56% de demandeurs d'emploi indemnisés.
- ⑦ 19 800 demandeurs d'emploi inscrits en catégories A, B et C au 2<sup>e</sup> trimestre 2020, dont 18% de bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA), 8% de bénéficiaires d'obligation d'emploi et 5% résidents en Quartiers Prioritaires de la Ville (QPV).



### Un dynamisme démographique affaibli

Au 1<sup>er</sup> janvier 2017, le nombre d'habitants du bassin d'emploi approche les 175 300 (dixième bassin le plus peuplé de la région sur les vingt-deux) [cf. [Tableau 1](#)]. La densité de population est de 1 487 habitants au km<sup>2</sup> (160 pour la région).

Entre 2012 et 2017, la population affiche un rythme de progression plus fort que celui de la période 2007 - 2012 avec +0,1% en moyenne par an (+0,4% région). Toutefois, cet accroissement est impulsé par une hausse du mouvement migratoire (+0,2%).

Au 1<sup>er</sup> janvier 2017, les moins de 25 ans sont moins nombreux dans le bassin qu'en région, ils représentent 24% de la population (28% région). Avec 8% de la population en âge de travailler, le taux d'étudiants est faible dans ce territoire (10% en région). À l'inverse, les 55 ans et plus comptent pour une part plus importante dans le bassin (40%). Toutefois, le taux de retraités est inférieur à celui de la région (6% vs 8%).

Tableau 1

#### Estimation de la population au 1<sup>er</sup> janvier 2017

	Nombre d'habitants		Poids	
	région	bassin de Cannes	région	bassin de Cannes
Hommes	2 406 100	<b>81 400</b>	48%	<b>46%</b>
Femmes	2 624 800	<b>93 900</b>	52%	<b>54%</b>
0-14 ans	846 500	<b>25 400</b>	17%	<b>14%</b>
15-24 ans	550 800	<b>16 200</b>	11%	<b>9%</b>
25-54 ans	1 858 200	<b>63 400</b>	37%	<b>36%</b>
55-64 ans	643 500	<b>22 200</b>	13%	<b>13%</b>
65 ans et +	1 131 900	<b>48 100</b>	22%	<b>27%</b>
Ensemble	5 030 900	<b>175 300</b>	100%	<b>100%</b>

Source : INSEE, Recensement de la population

Tableau 2

#### Estimation de la population active au 1<sup>er</sup> janvier 2017

	Nombre d'actifs		Poids	
	région	bassin de Cannes	région	bassin de Cannes
15-24 ans	214 100	<b>7 000</b>	10%	<b>9%</b>
25-54 ans	1 632 000	<b>56 400</b>	74%	<b>73%</b>
55-64 ans	359 600	<b>13 400</b>	16%	<b>17%</b>
Ensemble	2 205 700	<b>76 900</b>	100%	<b>100%</b>

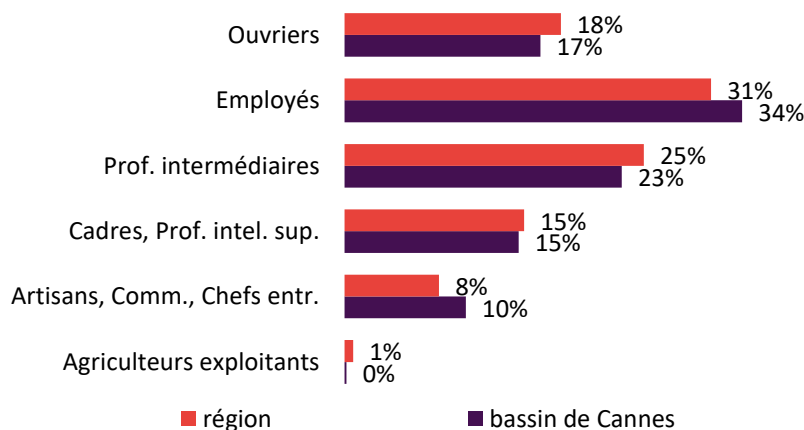
Source : INSEE, Recensement de la population

Le nombre d'actifs début 2017 approche les 76 900, soit 75% des 15-64 ans (72% en région). Les profils par tranche d'âge des actifs sont relativement identiques dans le bassin et la région [cf. [Tableau 2](#)]. Toutefois, 60% des 55-64 ans sont actifs dans le bassin (56% en région).

Les actifs du bassin sont toujours composés en majorité de d'employés et professions intermédiaires. A noter que la part d'artisans, commerçants et chefs d'entreprises est plus représentée qu'en région.

Graphique 1

#### Répartition des actifs par catégorie socioprofessionnelle en 2017



Le bassin compte autant de cadres que la moyenne régionale [cf. [Graphique 1](#)].

La catégorie socioprofessionnelle de la population active continue à s'élever entre 2012 et 2017 : + 0,9 pt pour les cadres et les artisans, commerçants, chefs d'entreprises et -1,2 pt pour les ouvriers.

Source : INSEE, Recensement de la population

### EN SAVOIR PLUS

- Les résultats du recensement de la population publiés par l'INSEE ([lien](#))

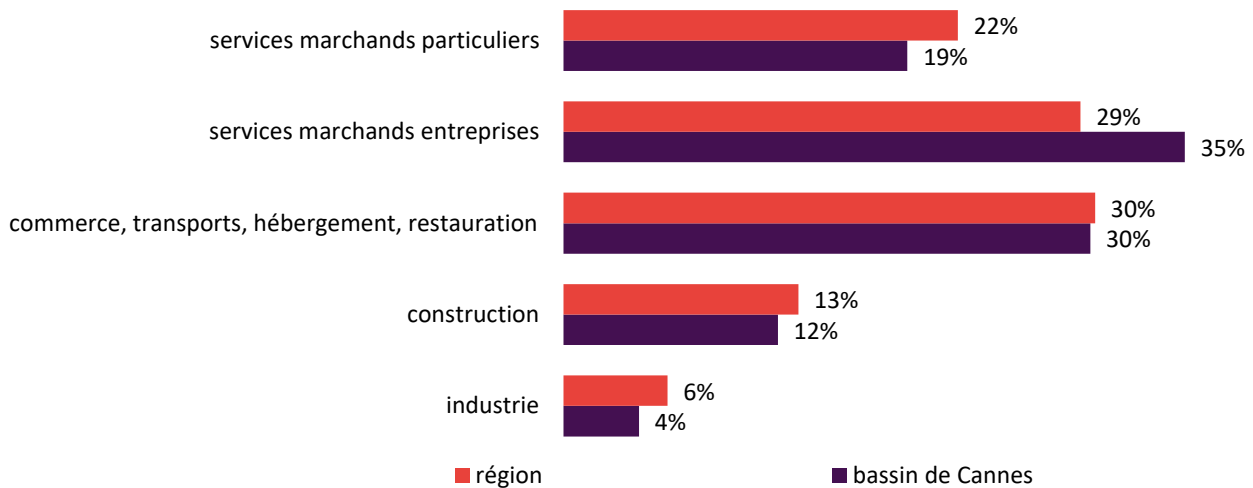


## Un tissu économique porté par les TPE

Fin 2017, 27 600 établissements composent les activités marchandes hors agriculture du bassin, soit 5% de l'ensemble des établissements de la région. L'économie locale est plus orientée sur la production de biens et de services auprès des personnes présentes sur le territoire, résidentes ou touristes : fin 2016, le poids de l'emploi présentiel est toujours supérieur à celui de la région (76% contre 71%). Le tissu productif local comporte plus d'établissements du secteur des services marchands entreprises (6 points d'écart avec la région) et 96% des établissements ont moins de dix salariés [cf. Graphique 2]. En 2017, le taux de créations d'entreprise est quelque peu inférieur à celui de la région (11% contre 12%).

Graphique 2

### Répartition du tissu économique par secteur d'activité au 31 décembre 2017



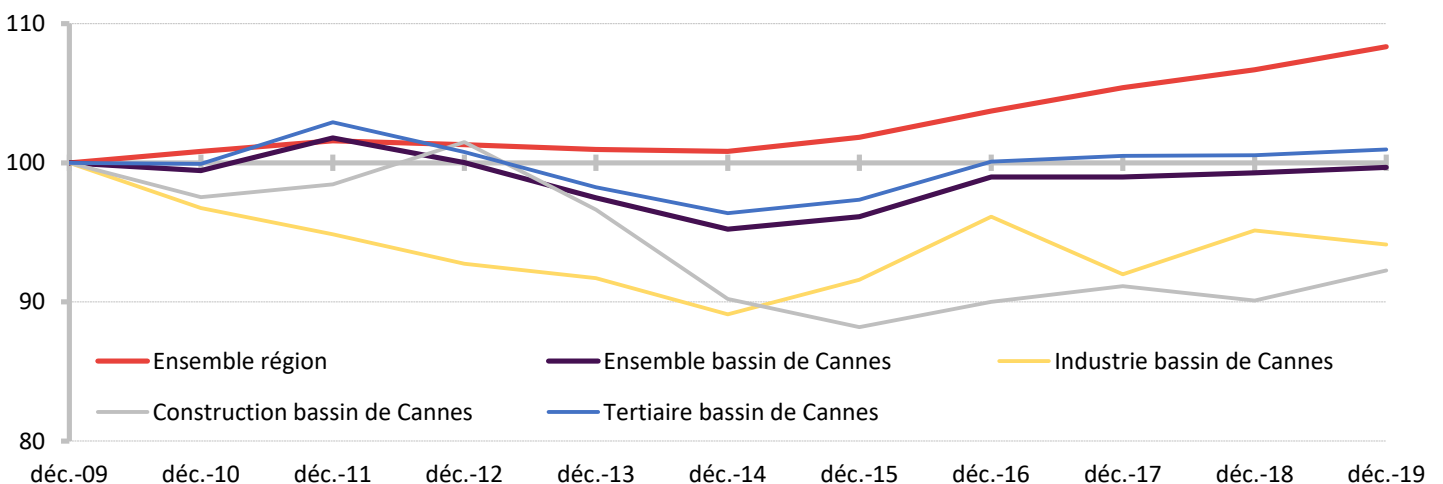
Source : INSEE, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene)

## L'emploi concurrentiel reste sable

Le taux d'emploi du bassin (64%) est relativement plus haut que celui de la région (62%). Le nombre de salariés du secteur privé a connu une progression entre 2014 et 2016 dans le bassin [cf. Graphique 3], poussé par le dynamisme du secteur tertiaire, qui retrouve enfin son niveau d'avant crise. Le niveau d'emploi se stabilise. A fin 2019, 7 900 établissements du secteur privé y emploient 52 500 salariés, ce qui représente 4% de l'emploi salarié régional.

Graphique 3

### Évolution de l'emploi salarié (indice de référence au 31 décembre 2009 = 100)

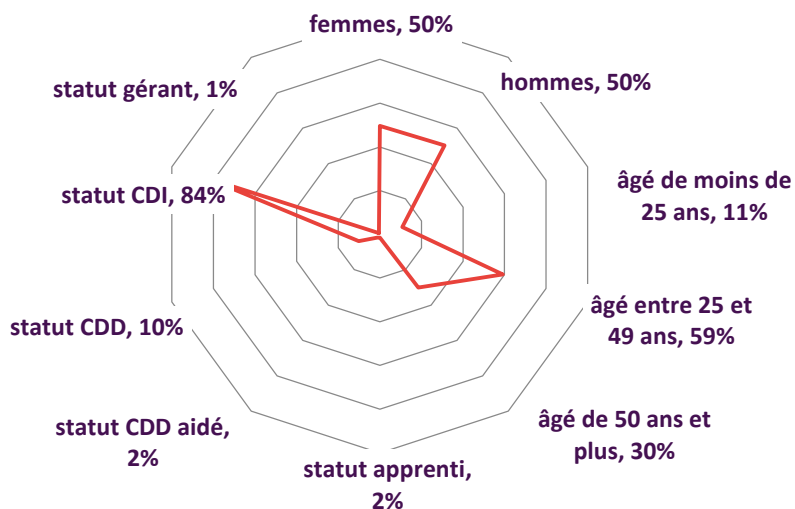


Source ACOSS - URSSAF, effectifs salariés annuels, données brutes

Le profil des emplois du territoire

Graphique 4

Répartition des effectifs salariés par sexe, âge, statut



Source : ACOSS - Pôle emploi SISF / DADS 2016

À fin 2016, 50 830 personnes étaient salariées dans le bassin, selon le champ de la statistique DADS [cf. Graphique 4]. Le salarié type est âgé de 25 à 49 ans dans 59% des cas et de 50 ans et plus dans 30% des cas, en CDI dans 84% des cas.

37% des femmes travaillent à temps partiel, contre 11% pour les hommes. 9% des femmes travaillent à mi-temps ou moins (4% des hommes) [cf. Tableau 3].

L'étude des DADS fait ressortir le secteur des hôtels et hébergement similaire comme le 1<sup>er</sup> secteur employeur du bassin en NACE 700 [cf. Tableau 4].

Tableau 3

Répartition du temps de travail par sexe

	Femmes	Hommes	Ensemble
Quotité de travail de moins de 25%	4%	2%	3%
Quotité de travail entre 25% et 50%	5%	2%	4%
Quotité de travail entre 50% et 75%	10%	4%	7%
Quotité de travail de 75% et plus	8%	2%	5%
Temps plein	73%	89%	81%

Source : ACOSS - Pôle emploi SISF / DADS 2016

Tableau 4

Les 10 premiers secteurs employeurs (NACE 700)

	Effectifs	Part
Hôtels et hébergement similaire	3 750	7%
Restauration traditionnelle	2 260	4%
Construction aéronautique et spatiale	2 070	4%
Nettoyage courant des bâtiments	1 960	4%
Administration publique générale	1 570	3%
Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé	1 230	2%
Activités hospitalières	1 030	2%
Supermarchés	920	2%
Restauration de type rapide	840	2%
Action sociale sans hébergement n.c.a.	710	1%
<b>Ensemble</b>	<b>50 830</b>	<b>100%</b>

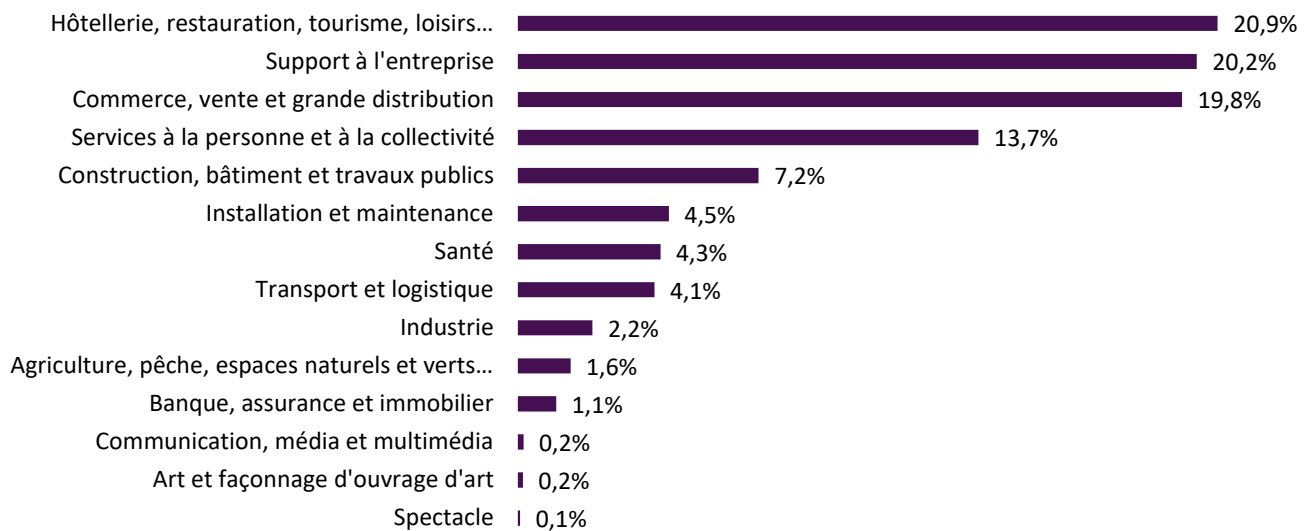
Source : ACOSS - Pôle emploi SISF / DADS 2016

## Trois offres d'emploi sur cinq se répartissent sur trois domaines professionnels

De juillet 2019 à juin 2020, 10 580 offres d'emploi ont été déposées dans les agences Pôle emploi du bassin. Sur cette même période, les métiers de l'hôtellerie, restauration, tourisme, loisirs,... enregistrent le plus grand nombre d'offres déposées à Pôle emploi avec 21%. Les métiers du support à l'entreprises suivent avec 20% devant les métiers du commerce, vente et grande distribution (20%) [cf. Graphique 5].

Graphique 5

### Répartition par métier agrégé des offres d'emploi déposées sur le site de Pôle emploi de juillet 2019 à juin 2020



Source : Pôle emploi, offres transmises par les partenaires et offres déposées à Pôle emploi, données brutes

Tableau 5

### Top 5 des métiers recherchés par les entreprises (offres déposées)

		Volume	Poids
1 <sup>er</sup>	Accueil et renseignements	1 340	13%
2 <sup>e</sup>	Animation de vente	600	6%
3 <sup>e</sup>	Personnel de cuisine	500	5%
4 <sup>e</sup>	Service en restauration	500	5%
5 <sup>e</sup>	Mise en rayon libre-service	260	2%

Source : Pôle emploi, offres transmises par les partenaires et offres déposées à Pôle emploi, données brutes

#### Impacts de la crise sanitaire sur les offres diffusées à Pôle emploi :

Il ressort de la crise sanitaire une baisse de -8,5% à fin juin 2020 pour le nombre d'offres déposées à Pôle emploi au cours des douze derniers mois, soit un total de 10 580. Les contrats à durée indéterminée ont été les plus impactés par ce recul (-22%) alors que les CDD de moins de six mois sont en hausse (+2,5%). Les secteurs les plus pourvoyeurs en poste de ce bassin, tels que l'hébergement, restauration et la santé humaine et action sociale n'ont pas été épargnés.

#### EN SAVOIR PLUS

- Offres diffusées par Pôle emploi en région ([lien](#))



## Une réduction du potentiel d'emploi

L'analyse des données ACOSS des flux d'emploi illustre un contexte défavorable. En effet, à fin juin 2020, le nombre de déclarations préalables à l'embauche sur les douze derniers mois diminue de -17% sur un an et s'établit à 162 600 unités [cf. Tableau 6]. En dehors du secteur des entreprises de travail temporaire (44 630 soit 27% des DPAE), les secteurs de l'hébergement, restauration (45 220 soit 28% des DPAE et 38% des DPAE hors intérim) et celui de la santé humaine et action sociale (16 410 soit 10% des DPAE et 14% des DPAE hors intérim) sont ceux qui ont le plus embauché au cours de l'année. Toutefois, ces derniers utilisent majoritairement des contrats précaires.

Tableau 6

### DPAE par durée de contrat (cumul entre juillet 2019 et juin 2020)

	Volume	Poids	Évolution
Contrats de moins d'un mois	86 100	53%	-24%
Missions intérimaires	46 200	28%	+4%
Contrats de six mois et plus	17 500	11%	-17%
-Autres- (*)	12 800	8%	
<b>Ensemble</b>	<b>162 600</b>	<b>100%</b>	<b>-17%</b>

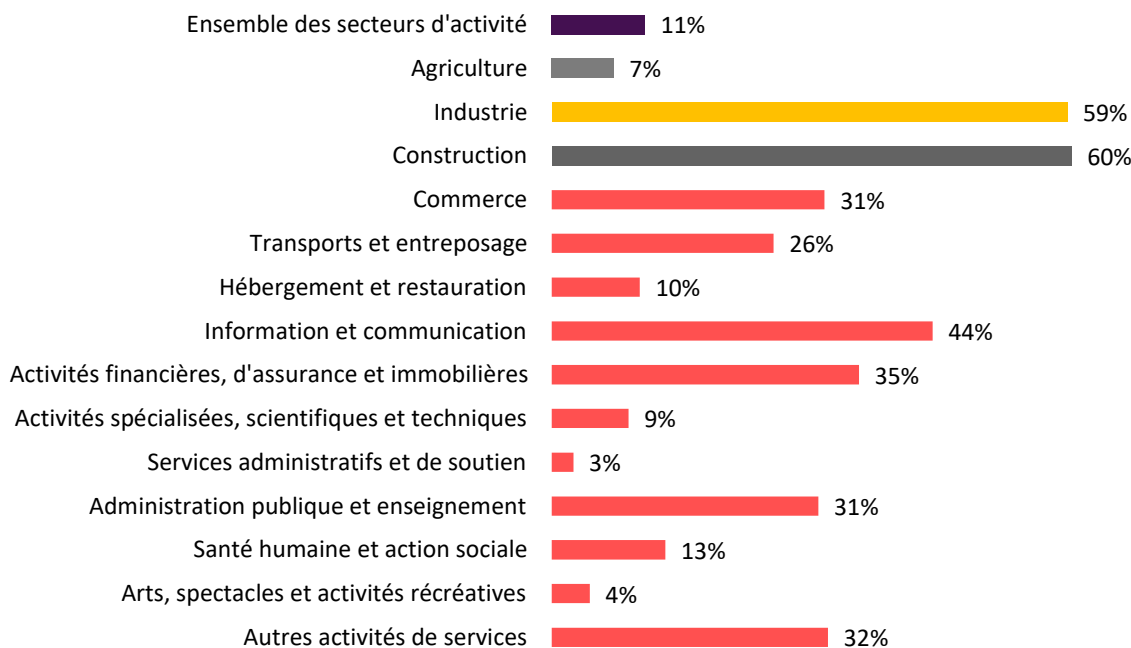
(\*) Autres comprend les "1-5 mois" et les "non renseignés"

Source : ACOSS - URSSAF, déclarations préalables à l'embauche

Les contrats de six mois et plus représentent 11% des DPAE. Les industries et les entreprises de la construction (resp. 1% et 2% des DPAE hors intérim) s'orientent principalement vers de l'emploi durable avec des poids de contrats durables de l'ordre de 59% et 60%. Le secteur du commerce (8% des DPAE hors intérim) a recours pour un tiers des contrat à de l'emploi durable [cf. Graphique 6].

Graphique 6

### Poids des contrats de six mois et plus dans les DPAE par secteur d'activité (période d'observation juillet 2019 - juin 2020)



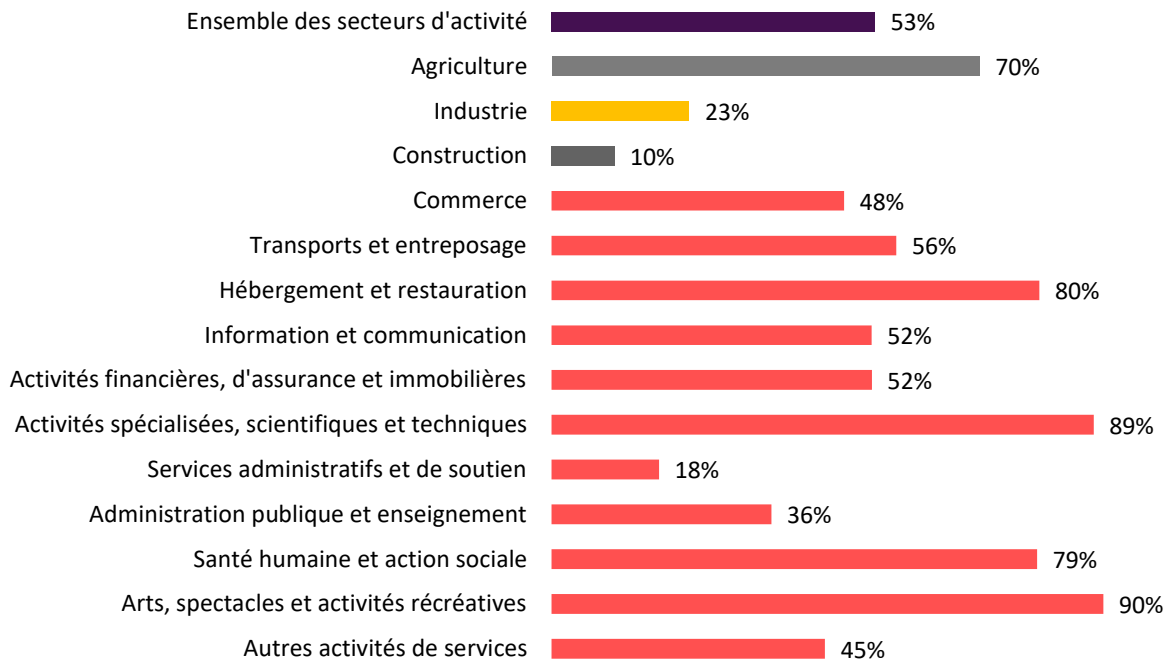
Source : ACOSS - URSSAF, déclarations préalables à l'embauche



Plus de la moitié des DPAE concerne des contrats d'une durée inférieure à un mois. Néanmoins, pour la plupart des secteurs d'activité, le poids de ces contrats est supérieur [cf. Graphique 7], notamment pour certains secteurs « saisonniers », comme l'hébergement, restauration et les arts, spectacles et activités récréatives (respectivement 38% et 6% des DPAE hors intérim). Les secteurs des activités spécialisées, scientifiques et techniques et de la santé humaine et action sociale présentent aussi une part de contrats courts.

Graphique 7

### Poids des contrats de moins d'un mois dans les DPAE par secteur d'activité (période d'observation juillet 2019 - juin 2020)



Source : ACOSS - URSSAF, déclarations préalables à l'embauche

#### Impacts de la crise sanitaire sur les DPAE à Pôle emploi :

Sur les douze derniers mois et essentiellement sur le dernier trimestre, pendant lequel s'est déroulé le confinement, la plupart des sous-secteurs, exceptés ceux de la production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné et de la production et distribution d'eau - assainissement, gestion des déchets..., ont effectué moins de recrutements que sur la période annuelle précédente.

Les activités spécialisées, scientifiques et techniques ont recruté 11 970 contrats et sont stables par rapport au cumul juillet 2018 - juin 2019. Les activités de services administratifs et de soutien sont en recul de -6% sur les douze derniers mois avec 60 210 déclarations préalable à l'embauche, toutefois le sous secteur de l'intérim est en hausse de +4%. Parmi les plus importants secteurs d'activité, celui de l'hébergement restauration connaît un recul de -27% et celui de la santé et action sociale de -12%.

#### Les intentions d'embauches issues de l'enquête Besoins en Main d'Œuvre

##### Les intentions d'embauche issues de l'enquête Besoins en Main d'Oeuvre 2020 :

Cette enquête repose sur les réponses des employeurs, interrogés fin 2019 sur leurs intentions d'embauche et leurs difficultés de recrutement anticipées. Habituellement, l'enquête BMO sert à guider l'action publique en identifiant les métiers et les bassins d'emploi pour lesquels on observe de fortes intentions d'embauche, pouvant nécessiter de mettre en place par exemple des formations ou d'accompagner des mobilités professionnelles. Avec la crise du coronavirus, ces prévisions d'embauche ne sont évidemment plus d'actualité, et cette enquête ne pourra pas avoir le même usage opérationnel que les années précédentes. Cependant, les résultats de cette enquête donnent une information sur la conjoncture et les anticipations des employeurs fin 2019 : à ce titre, ils peuvent être utilisés à des fins d'études et de recherche.

#### EN SAVOIR PLUS

• Requêteur de données de l'enquête Besoins en Main d'Oeuvre 2020 en Provence-Alpes-Côte d'Azur ([lien](#))

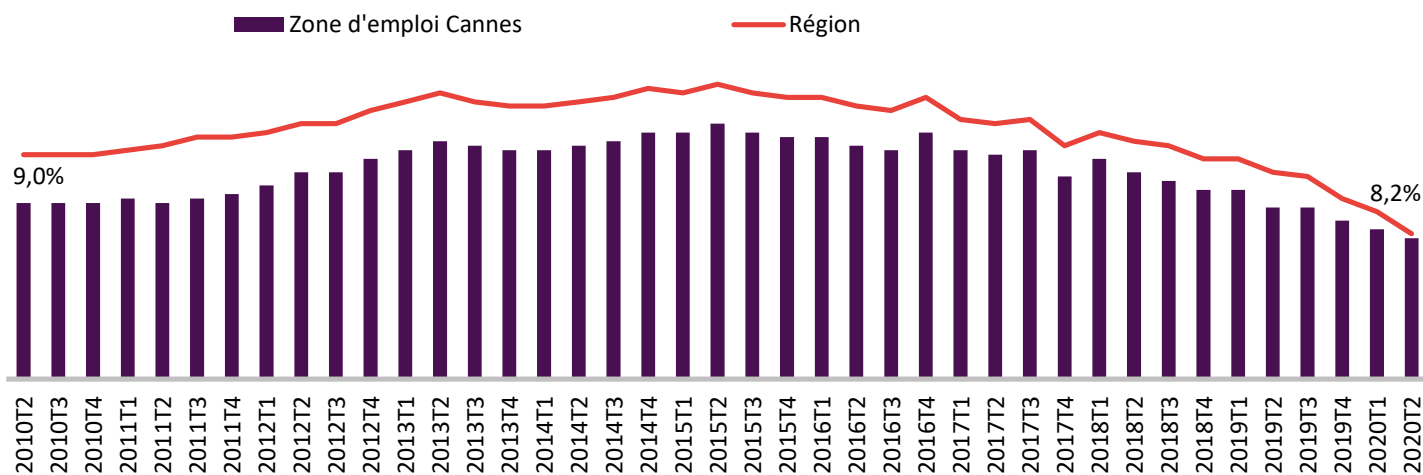


## La crise sanitaire a stoppé l'amélioration de la situation de la demande d'emploi entamée fin 2018

Malgré une tendance haussière jusqu'en juin 2015, le taux de chômage de la zone d'emploi de Cannes a reculé de -0,8 pt en dix ans [cf. **Graphique 8**] pour s'établir à 8,2%, un taux très proche de celui de la région (8,3%). L'écart avec le taux régional est de 0,9 pt en moyenne mais il tend à se rapprocher, depuis plusieurs mois, de la tendance régionale.

Graphique 8

### Taux de chômage localisé

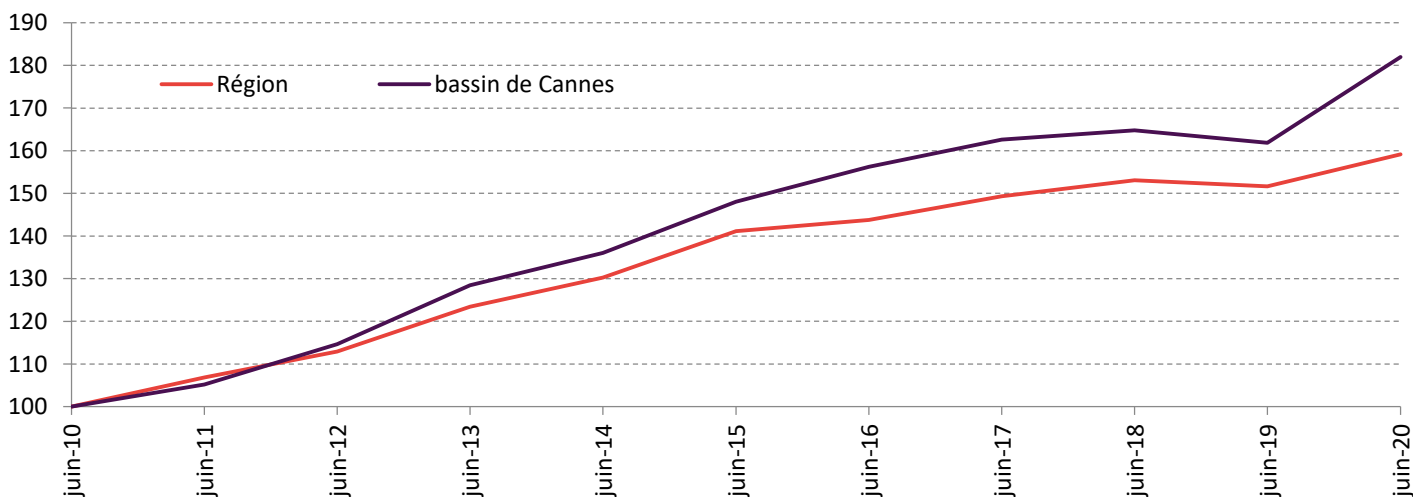


Source : INSEE, enquête Emploi

Du côté de la demande d'emploi, le niveau maximum a été atteint en juin 2020 avec 19 800 DEFM cat. ABC (demandeurs d'emploi à la recherche d'un emploi et immédiatement disponibles). La baisse amorcée en fin 2018 du nombre de personnes inscrites à Pôle emploi a été interrompue par le confinement (+12,4% entre juin 2019 et juin 2020). Le bassin affiche une tendance plus marquée que la région (+5% aussi juin 2019 et juin 2020) [cf. **Graphique 9**]. Sur les douze derniers mois, les entrées de la liste sont nettement supérieures aux sorties de la liste, notamment en mars et avril 2020 où elles sont une fois et demi supérieures. La consigne de Pôle emploi pendant le confinement a été de ne pas procéder à des sorties pour radiation administrative, elles ont repris en juin 2020 mais sont sept fois moins importantes qu'au même mois de l'année précédente.

Graphique 9

### Évolution de la DEFM cat. ABC depuis juin 2010 (indice base 100)



Source : Pôle emploi – STMT (données brutes)





## La demande d'emploi des jeunes plus durement touchée par la hausse du chômage

Quelle que soit la tranche d'âge, le nombre de Demandeurs d'Emploi Fin de Mois (DEFM) catégories ABC avait démarré une baisse au cours de l'année 2019, qui s'est interrompue en mars 2020. La demande d'emploi des moins de 25 ans est la plus impactée par cette hausse alors que les autres tranches d'âge connaissent un accroissement plus lent.

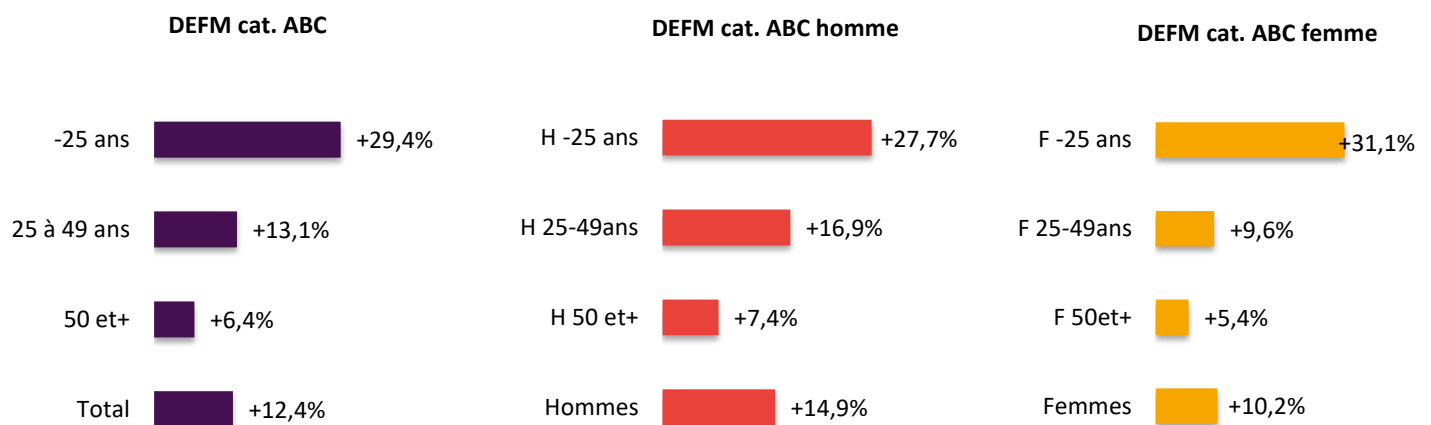
Ainsi, la population des moins de 25 ans variait peu depuis 2013 mais connaît une hausse plus marquée au 2<sup>e</sup> trimestre 2020 pour se chiffrer à 2 140 personnes (soit +490 sur un an). Les 25-49 ans montent à 11 600 (+ 1 340) et les seniors affichent un niveau jamais atteint (6 060, soit + 360).

Les hommes sont plus affectés que les femmes pour toutes les tranches d'âge.

La population des moins de 25 ans reste la moins représentée (11%) dans la demande d'emploi (13% pour la région) [cf. Graphique 10].

Graphique 10

Évolution (juin 2019 - juin 2020) par sexe et âge de la DEFM cat. ABC



Source : Pôle emploi – DIRECCTE, STMT (données CVS)

## Les publics spécifiques dans la demande d'emploi du bassin

Les seniors sont plus présents dans le bassin (31%) que dans la région (28%). De même, les femmes sont plus nombreuses avec 52% (51% en région). Il y a proportionnellement moins de bénéficiaires du RSA (18%) dans le bassin qu'en région (20%).

## Le chômage de très longue durée perdu

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi depuis deux ans et plus, appelés Demandeurs d'Emploi de Très Longue Durée (DETLD), a pratiquement quadruplé en dix ans, ce qui confirme l'enlisement au chômage, autant présent dans le bassin qu'au niveau régional. 4 800 personnes sont touchées par ce phénomène au 2<sup>e</sup> trimestre 2020, soit 24% de la DEFM cat. ABC.

Le nombre de demandeurs d'emploi restés inscrits en catégorie A (sans aucune activité), 365 jours parmi les quinze derniers mois, en cumulé ou non (Indicateur ACO3 de Pôle emploi) est de 4 600 à fin juin 2020, en hausse de +9,6% sur un an.

8 700 DELD  
(≥ 1 an)  
+7,3% sur un an

4 800 DETLD  
(≥ 2 ans)  
+3,7% sur un an

4 600 en ACO3  
+9,6% sur un an

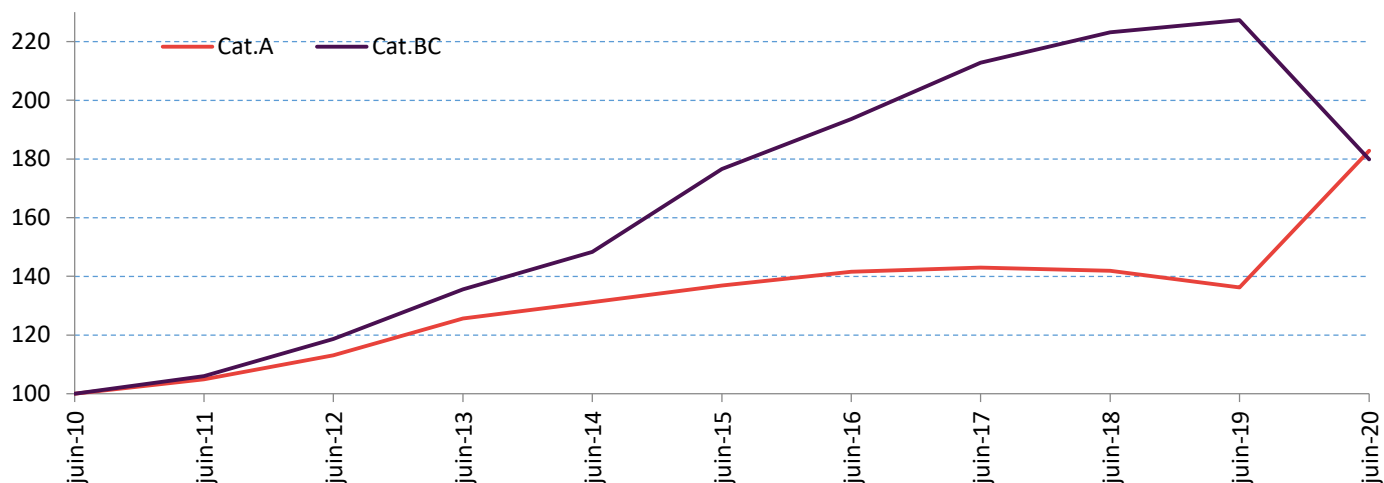


## Les mutations du marché du travail

Jusqu'en 2014, le nombre de demandeurs d'emploi augmentait selon le même rythme, qu'ils soient en activité ou non. De 2015 à 2017, le nombre de personnes exerçant une activité réduite de plus ou moins 78h (catégories B et C) poursuivait sa hausse tandis que le nombre de personnes sans activité (catégorie A) se stabilisait. Depuis juin 2018, la catégorie BC était en augmentation tandis que la catégorie A diminuait. La crise sanitaire a inversé ces tendances. Les bascules entre les catégories de demandeurs d'emploi A et BC impactent fortement l'amplitude des évolutions de chacune, dans un sens contraire à la tendance des précédents mois [cf. Graphique 11].

Graphique 11

Évolution (juin 2010 - juin 2020) de la DEFM cat. A et cat. BC en indice base 100



Source : Pôle emploi – DIRECCTE, STMT (données CVS)

## Près de 16 040 reprises d'emploi en 2019

Les sorties de la liste des demandeurs d'emploi pour reprise d'emploi, comptabilisées dans les déclarations des demandeurs d'emploi lors de leur actualisation mensuelle, ne représentent pas l'exhaustivité des reprises d'emploi. Une reprise d'emploi au sens de l'indicateur « ACO1 » de la convention tripartite de Pôle emploi est calculée pour les demandeurs d'emploi en catégories A et B au cours du mois M-1 qui ont un retour à l'emploi du type : AFPR / POE, DPAE de plus d'un mois, passage en catégorie C ou en E ou reprise d'emploi déclarée [cf. Tableau 7].

L'impact négatif de la crise sanitaire a commencé à se manifester sur cet indicateur au 1<sup>er</sup> trimestre 2020 avec un recul annuel de -22%.

Tableau 7

Modalité des reprises d'emploi des demandeurs d'emploi cat. AB au sens de l'ACO1 en 2019

	Volume	Poids	Évolution
Reprise d'emploi déclarée	1 330	8%	-5,5%
Passage en C	3 310	21%	+1,9%
Passage en E	50	0%	+37,4%
AFPR / POE	100	1%	-39,7%
DPAE durable	6 500	41%	+1,5%
DPAE non durable	4 750	30%	+1,8%
<b>Ensemble des reprises d'emploi</b>	<b>16 040</b>	<b>100%</b>	<b>+0,7%</b>

Source : Pôle emploi, Fichier historique données brutes – ACOSS, DPAE



## Le Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences 2019-2022 : une ambition forte et partagée

Le Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur a été signé mercredi 26 juin 2019 par le Préfet de région et le Directeur régional de Pôle emploi.

Le gouvernement vise au niveau national trois objectifs essentiels :

- former 1 million de demandeurs d'emploi peu ou pas qualifiés et 1 million de jeunes éloignés du marché du travail,
- mieux répondre aux besoins des métiers en tension dans une économie en croissance,
- contribuer à la transformation des compétences rendue nécessaire notamment par la transition écologique et à la transition numérique.

En Provence-Alpes-Côte d'Azur, les moyens mobilisés pour le Plan d'Investissement dans les Compétences (PIC) sur la période 2019-2022 sont établis à 534 millions d'euros, soit plus de 133 millions d'euros par an. Le public PIC comprend les demandeurs d'emploi ayant un niveau de formation BAC (équivalent au BAC mais sans diplôme obtenu) et infra-BAC (strictement inférieur au BAC). 10 400 personnes sont ciblées « PIC », soit 53% des DEFM cat. ABC [cf. Tableaux 8 et 9]. La part de public PIC, par rapport à la demande d'emploi de catégorie ABC, est plus importante pour les moins de 25 ans, les 50 ans et plus, les demandeurs d'emploi de longue durée, les demandeurs d'emploi bénéficiaires de l'obligation d'emploi, les demandeurs d'emploi de longue durée et ceux résidant en Quartier Prioritaire de la Ville (QPV).

Tableaux 8 et 9

### Caractéristiques du public PIC en juin 2020

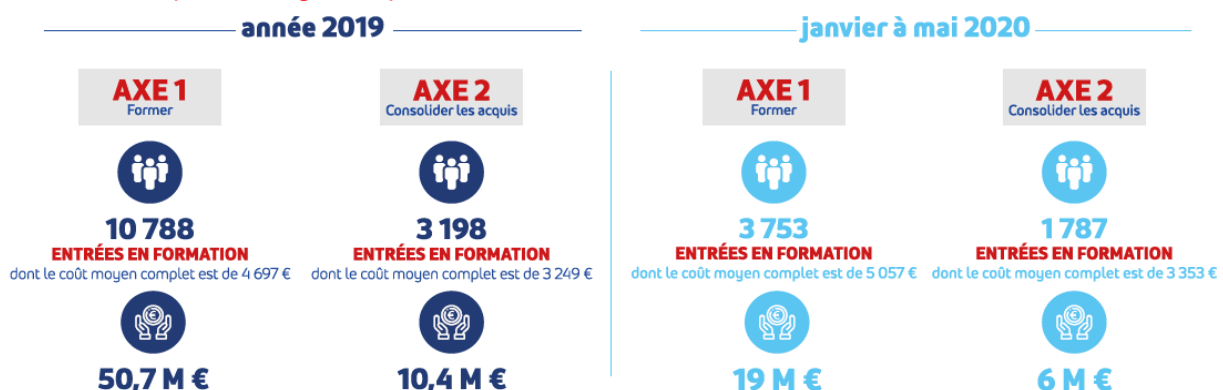
Région	Total	Part public	PIC	Part public	% PIC
Femmes	255 300	51%	119 800	45%	47%
Moins de 25 ans	60 400	12%	30 200	11%	50%
50 ans et plus	138 300	28%	87 100	32%	63%
Demandeurs d'Emploi de Longue Durée	232 700	46%	128 000	48%	55%
Bénéficiaires de l'Obligation d'Emploi	44 000	9%	29 800	11%	68%
Résidant en Quartier Prioritaire de la Ville	75 000	15%	51 600	19%	69%
<b>Ensemble des DEFM cat. ABC</b>	<b>500 800</b>	<b>100%</b>	<b>268 100</b>	<b>100%</b>	<b>54%</b>

bassin de Cannes	Total	Part public	PIC	Part public	% PIC
Femmes	10 200	52%	4 700	45%	46%
Moins de 25 ans	2 100	11%	1 100	11%	52%
50 ans et plus	6 100	31%	3 700	36%	61%
Demandeurs d'Emploi de Longue Durée	8 700	44%	4 700	45%	54%
Bénéficiaires de l'Obligation d'Emploi	1 500	8%	1 000	10%	67%
Résidant en Quartier Prioritaire de la Ville	900	5%	600	6%	67%
<b>Ensemble des DEFM cat. ABC</b>	<b>19 800</b>	<b>100%</b>	<b>10 400</b>	<b>100%</b>	<b>53%</b>

Source : Pôle emploi, STMT données brutes au 30 juin 2020

### Les entrées en formation (données régionales)



Source : Pôle emploi, Bilan du PRIC

### EN SAVOIR PLUS

- Le Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences (PRIC)

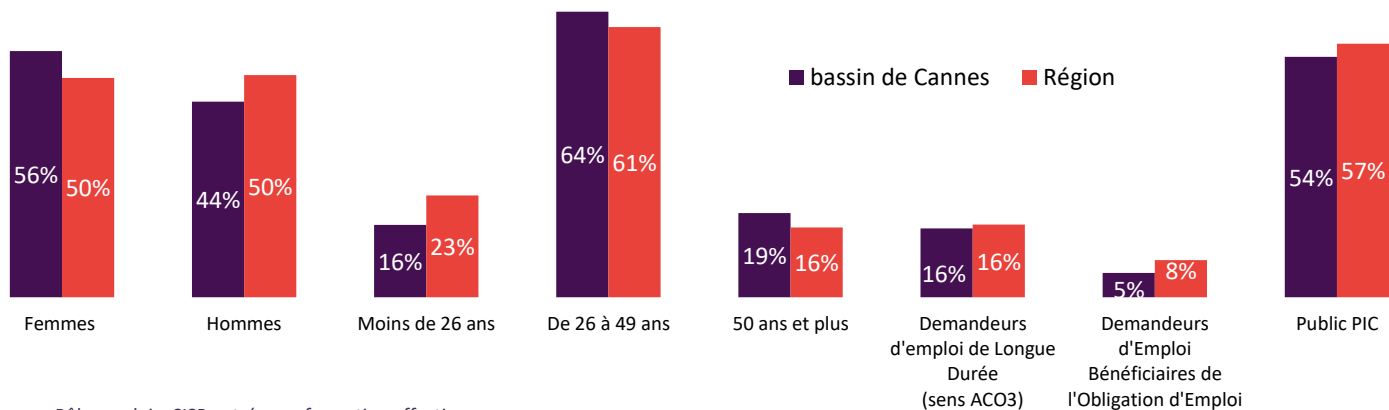


## 2 470 entrées en formation de demandeurs d'emploi en 2019

En 2019, ce sont près de 2 470 demandeurs d'emploi qui sont entrés en formation dans le bassin de Cannes. Ils représentent 4% des entrants en formation de la région. Le profil des entrants en formation du bassin est assez différent du régional, notamment pour les publics jeunes, masculin et PIC qui ont une part moins importante. [cf. Graphique 12].

Graphique 12

### Caractéristiques des demandeurs d'emploi entrants en formation en 2019



Source : Pôle emploi – SISF entrées en formation effectives

### Pôle emploi est le principal prescripteur de formation du bassin

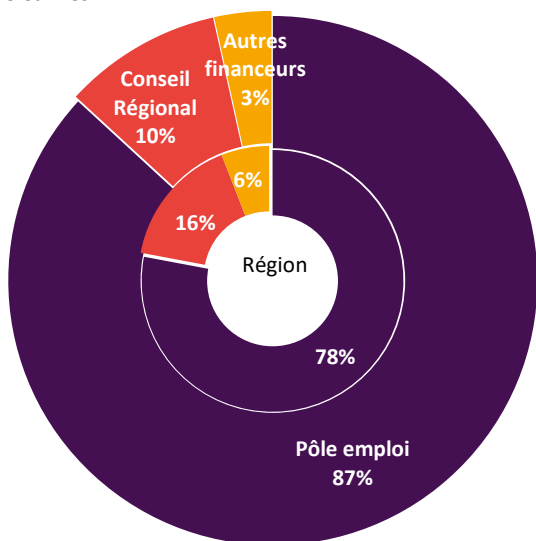
87% des formations du bassin sont financées par Pôle emploi en totalité ou en partie (78% en région). Les formations des Actions de Formation Conventionnée (AFC) sont les plus prescrites dans le bassin (40% des aides contre 36% en région), suivent les Actions Individuelles de Formation (AIF) avec 36% des aides contre 27% en Provence-Alpes-Côte d'Azur. Les formations du Conseil Régional représentent 10% des aides (16% en région) [cf. Graphique 13].

Les principaux domaines de formation sont l'échange-gestion avec 22%, les services aux personnes (20%) et la formation générale, lettres, langues (19%). Les cinq principaux domaines [cf. Tableau 10] représentent quatre entrées en formation sur cinq en 2019.

Graphique 13

### Les principaux financeurs de formation

bassin de Cannes



Source : Pôle emploi – SISF entrées en formation effectives

Tableau 10

### Les principaux domaines de formation

Domaine	Entrées en formation	Part (en %)
Echange et gestion	530	21%
Services aux personnes	510	21%
Formation générale, lettres et langues	480	19%
Information, communication	290	12%
Fonction production	130	5%
<b>Ensemble des entrées</b>	<b>2 470</b>	<b>100%</b>

#### EN SAVOIR PLUS

- retrouvez les requêteurs sur les entrées et sorties de formation ([lien](#))

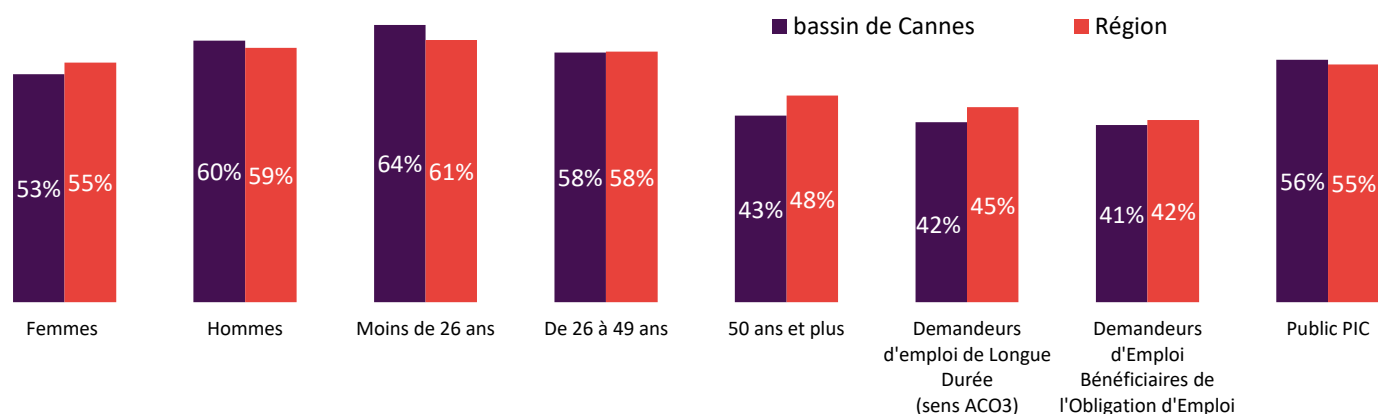


## 56% des sortants de formation ont accédé à un emploi six mois après la fin de leur formation

Dans le bassin de Cannes, environ 1 860 personnes sont sorties de formation en 2019. Parmi ces individus, 56% ont accédé à un emploi d'au moins un mois au cours des six mois qui ont suivi la fin de la formation. Au niveau des différents publics [cf. Graphique 14], certains accèdent plus favorablement à l'emploi comme les moins de 26 ans. D'autres comme les seniors, les demandeurs d'emploi de longue durée (au sens de l'ACO3) et les bénéficiaires de l'obligation d'emploi sont plus éloignés de l'emploi.

Graphique 14

### Taux d'accès à l'emploi six mois après la fin de la formation selon les caractéristiques des demandeurs d'emploi



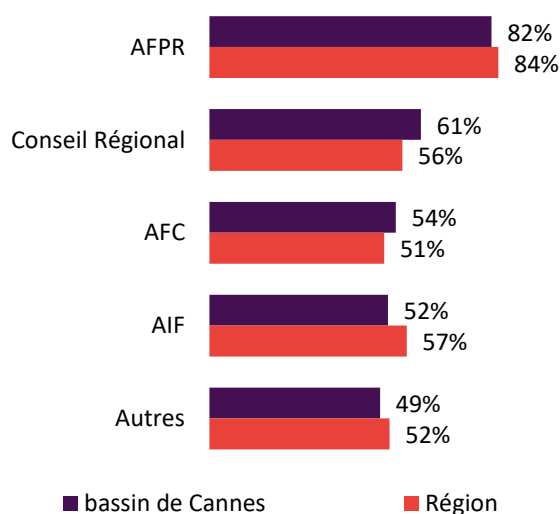
Source : Pôle emploi – SISF sortants de formation champ total

## Les AFPR permettent un meilleur accès à l'emploi

Certaines formations financées, pour la totalité ou pour partie par Pôle emploi, font partie des actions de formation qui donnent les meilleurs accès à l'emploi en 2019 [cf. Graphique 15]. Les AFPR ont le meilleur taux d'accès avec 82%, étant des formations préalables à l'embauche, juste devant celles du Conseil Régional (61%). Les domaines de formation qui permettent un meilleur accès à l'emploi sont celui des services aux personnes (60%) avec les champs santé secteur sanitaire, hôtellerie restauration, action sociale, celui de l'échange et gestion (59%) avec les champs transport, commerce et celui de l'information, communication (50%) avec le champ secrétariat, assistantat [cf. Tableau 11].

Graphique 15

### Les accès à l'emploi selon le type de formation en 2019 (\*)



Source : Pôle emploi – SISF sortants de formation champ total

(\*) Les résultats des aides POEI et POEC n'étant significatifs pour certains territoires (moins de 60 sortants de formation), elles n'apparaissent pas sur le graphique.

Tableau 11

### Les principaux domaines par taux d'accès

Domaine	Taux d'accès à l'emploi (%)	Sortants de formation
Services aux personnes	60%	460
Echange et gestion	59%	420
Information, communication	50%	220
Formation générale, lettres et langues	38%	190
Services à la collectivité	63%	110
<b>Total des sortants</b>	<b>100%</b>	<b>1 860</b>

Source : Pôle emploi – SISF sortants de formation champ total



## Les mobilités géographiques des demandeurs d'emploi

L'observation du lieu de travail, par le biais de la reprise d'emploi (sens ACO1) et du lieu de résidence par le biais de la **ST**atistique du **M**arché du **T**ravail (STMT), permet d'identifier les départements où les demandeurs d'emploi cat. AB, inscrits en 2018, ont repris un emploi. 92% des demandeurs d'emploi ont accédé à un emploi dans un département de la région. Pour 2%, ils se dirigent vers la métropole parisienne [cf. **Tableau 11**].

Tableau 12

### Départements de travail les plus fréquents des DEFM cat. AB inscrits en 2018



Les 5 départements de travail les plus fréquents	
Alpes-Maritimes	86%
Var	3%
Bouches-du-Rhône	3%
Paris	2%
Savoie	1%

**Aide à la lecture :**

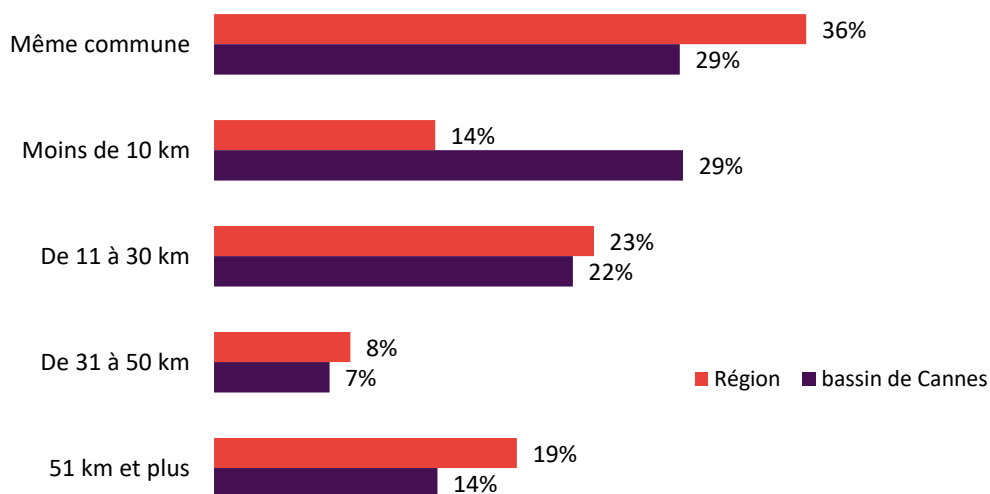
1% des demandeurs d'emploi cat. AB domiciliés dans le bassin de Cannes en 2018 ont trouvé un emploi en Savoie.

Source : Pôle emploi, STMT – ACOSS, DPAE

Les demandeurs d'emploi du bassin sont peu mobiles sur le plan géographique : c'est le principal frein périphérique à l'emploi. Près de trois sur dix retrouvent un emploi dans leur commune de résidence (36% en région) et seulement un sur sept (un sur cinq en région) ont repris un emploi à plus de 50 kms de leur domicile [cf. **Graphique 16**].

Graphique 16

### Répartition des DEFM cat. AB selon leur distance domicile-travail



Source : Pôle emploi, STMT – ACOSS, DPAE

## En résumé

Le dynamisme démographique n'est pas un marqueur du bassin avec un taux de variation annuel de la population de seulement +0,1%. La faible attractivité du bassin se confirme par un taux de variation annuel dû au mouvement migratoire de +0,2%.

La spécificité de l'emploi présentiel dans le bassin de Cannes (75%) oriente les demandeurs d'emploi vers de l'activité en lien avec les habitants du territoire et les biens et services qu'ils consomment. C'est pourquoi le secteur du commerce était toujours créateur d'emploi avant la crise sanitaire qui a fortement dégradé les embauches de ce dernier.

Avec un taux de chômage de 8,2% au 2<sup>e</sup> trimestre 2020, la main d'œuvre du bassin est aussi touchée par le chômage que la région. Un facteur d'exclusion persiste cependant : le manque de ressources affecte les personnes en recherche d'emploi, 18% des demandeurs d'emploi inscrits dans les agences du bassin perçoivent le RSA.

Toutefois, malgré un contexte économique et social fragile, la progression de la demande d'emploi s'était atténuée d'année en année. La crise sanitaire a stoppé les perspectives d'amélioration dans le marché du travail et de l'emploi.

La mobilité est le frein périphérique à l'emploi le plus fréquemment rencontré par le réseau des agences Pôle emploi. 92% des demandeurs d'emploi cat. AB du bassin qui ont accédé à un emploi l'ont retrouvé dans la région et seulement 14% pour un emploi de plus de 50 kms.

En outre, la formation demeure une solution pour s'adapter au marché de l'emploi. En 2019, ce sont plus de 2 470 demandeurs d'emploi qui sont entrés en formation dans le bassin de Cannes. 56% des sortants de formation ont accédé à un emploi de plus d'un mois au cours des 6 mois qui ont suivi la fin de formation.

Le diagnostic territorial est une démarche sur quatre niveaux (Direction Régionale, Direction Territoriale, Bassin d'emploi Pôle emploi, Agence Pôle emploi) qui analyse le territoire pour orienter l'action de Pôle emploi. Il se compose de trois étapes : l'environnement socio-économique, l'action de Pôle emploi et le partenariat. Le portrait socio-économique est construit en associant un thème à une variable discriminante. Pour ces variables, la valeur du territoire est comparée à celle de la région. Les thèmes décrivent les dynamiques du marché du travail et de l'emploi affectant de façon significative et directe la capacité de retour à l'emploi des demandeurs d'emploi. Il s'agit notamment de la croissance démographique, du dynamisme économique et le potentiel d'emploi.

Le service Statistiques, Études, Évaluations de la Direction Régionale Provence-Alpes-Côte d'Azur de Pôle emploi réalise annuellement 29 documents, 1 portrait Régional, 6 portraits Départementaux et 22 portraits bassins d'emploi (cf. carte ci-dessous) :

Direction Territoriale 04-05 (Briançon, Digne, Gap, Manosque),

Direction Territoriale 06 (Antibes, Cannes, Grasse, Menton, Nice),

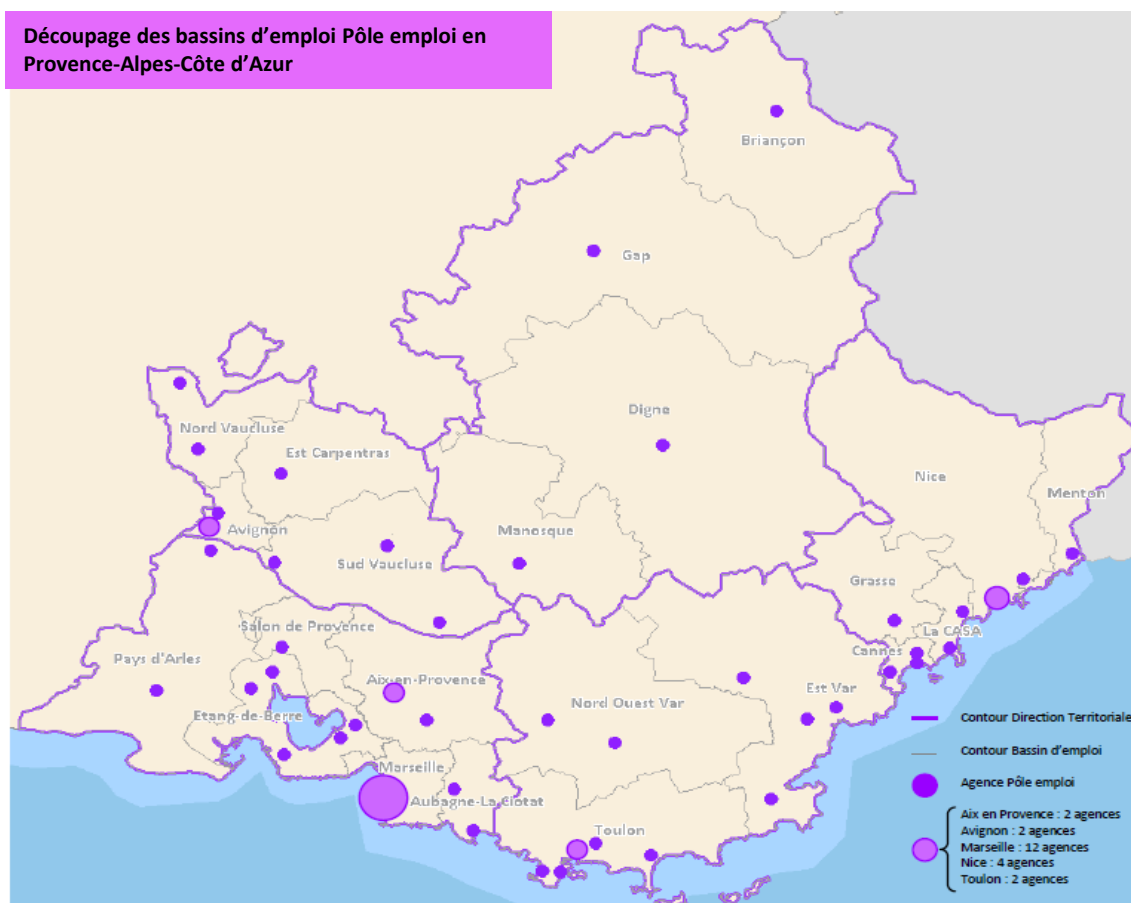
Direction Territoriale 13 (Aix-en-Provence, Aubagne-La Ciotat, Étang-de-Berre, Marseille, Pays d'Arles, Salon),

Direction Territoriale 83 (Est Var, Haut Var, Toulon),

Direction Territoriale 84 (Avignon, Est Carpentras, Nord Vaucluse, Sud Vaucluse).

Pôle emploi n'a pas retenu le découpage des zones d'emploi INSEE dans l'élaboration des bassins d'emploi, c'est une notion ressemblante mais différente. Un bassin d'emploi est un découpage initialement défini par l'ANPE puis par Pôle emploi. C'est un espace géographique où la majeure partie de la population habite et travaille. C'est un regroupement économique homogène d'agences Pôle emploi : en fonction de son adresse de résidence, chaque demandeur d'emploi s'inscrit à l'agence Pôle emploi qui couvre son bassin d'emploi.

Retrouvez toutes les informations sur la page régionale de [www.pole-emploi.org](http://www.pole-emploi.org) ainsi que les informations nationales sur [www.pole-emploi.org](http://www.pole-emploi.org).



Directeur de la publication  
Thierry LEMERLE

Directeurs de la rédaction  
Jean-Marie ROSSICH, Nicolas BIANCO

Réalisation  
Marjorie ZAKARIAN  
Direction de la Stratégie, Innovation & Lab  
Service Statistiques, études et évaluations

[www.pole-emploi.org](http://www.pole-emploi.org)



@Nous contacter : [statistiques.13992@pole-emploi.fr](mailto:statistiques.13992@pole-emploi.fr)

